

LIST OF SIGNATORIES ON 15 OF AUGUST

CONFIRMED SIGNATORIES

Narges Foundation (France), Shirin Ebadi, **prix Nobel de la paix** (Royaume-Uni) ; Pierre Haski, **Reporters sans frontières** (France) ; Vibe Klarup, **Amnesty international Denmark** (Danemark) ; Mahmood Amiry-Moghaddam, **Iran Human Rights** (IHRNGO) (Norvège) ; Chirinne Ardakani, **Iran Justice** (France) ; Düzen Tekkal et Mariam Claren, **Hawar Help** (Germany) ; Rose Parris Richter, **Impact Iran** (Suisse) ; Hadi Ghaemi, **Center for Human Rights in Iran** (CHRI) (Etats-Unis) ; **Pen international** (Royaume-Uni) ; Stefan Löfven, **The Olof Palme Memorial Fund, Olof Palmes Minnesfond** (Suède) ; Raphaël Chenuil-Hazan, **Ensemble contre la peine de mort** (ECPM) (France) ; Hamid Cyrus, **Médecins sans frontières** (Autriche) ; Karim Lahidji, **Fédération internationale des droits de l'homme** (FIDH) (France) ; **End Gender apartheid Campaign** (Etats-Unis) ; Maria Søndergaard, **Danish Women's Society** (Danemark) ; Christine Stufferin, **Alexander Langer Foundation** (Italie) ; Elisabeth Nicoli, **Alliance des femmes pour la démocratie** (AFD) (France) ; Roya Boroumand, **Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran** (Etats-Unis) ; Rebin Rahmani, **Kurdistan Human Rights Network** (France) ; Fariba Ehsan, **Asociación Irani Pro Derechos Humanos** (Espagne) ; Rezvan Moghadam, **Stop honor killings** (Etats-Unis) ; Shahin Helali Khyavi, **Association for the Human Rights of the Azerbaijani People in Iran** (AHRAZ) (Norvège) ; Gabriele Nissim, **Gariwo** (Italie) ; Darya Djawahery-Farsi, **Neda d'Iran** (France) ; Negin Khazaee and Rene Kassie, **Queers and Feminists for Iran Liberation** (France et Canada) ; Karin Deutsch Karlek, **Pen American** (Etats-Unis) ; Moein Arjomand, **Baloch Activists Campaign** (Royaume-Uni) ; Taimoor Aliassi, **Kurdistan Human Rights Association-Geneva** (KMMK-G) (Suisse) ; Emma Dinparast, **Azadi 4 Iran** (France) ; Reza Ghazinouri, **United for Iran** (Etats-Unis) ; Hassan Nayeb Hashem, **All Human Rights for All in Iran** (Suisse) ; Shima Silavi, **Ahwaz Human Rights Organization** (Belgique) ; Hirbod Deghani-Azar, **Norouz** (France) ; **Balochistan Human rights group** (Suède) ; Faramarz Bahar, **Comité indépendant contre la répression des citoyens iraniens Paris** (France) ; **Collectif Alborz FVL** (France) ; **Collectif Phénix** (France) ; **PEN Sweden** (Suède) ; Jaleh Tabrizi, **Association for human rights of azerbaijanis in Iran** (Arcdh) (France) ; **Aban families for justice** ; Masoud Raeisi, **Rasank** ; Zohreh Habibmohammadi, **Collectif BA MA** (France).

FRENCH VERSION FINALE

Répression violente du quartier des femmes de la prison d'Evin (Iran) : nous, militant.e.s des droits humains nous tenons aux côtés des iraniennes en résistance et exigeons la tenue d'une enquête internationale indépendante !

Nous militant.e.s des droits humains, engagé.e.s pour l'égalité entre les genres et le respect de l'état de droit, nous alarmons ces derniers jours du récit qui nous parvient depuis le quartier des femmes de la prison d'Evin.

Arrêtées et arbitrairement détenues en raison de leurs seuls combats pour la liberté et les

droits humains en Iran, de toutes les opinions, croyances et générations, les prisonnières politiques d'Evin seraient aujourd'hui environ soixante-dix.

Nous tenons pour établies les violences qu'elles disent avoir subi le 6 août dernier par leurs geôliers et par les forces de sécurité ayant investi en nombre la prison des femmes le même jour.

Nous les assurons du soutien de l'ensemble de nos organisations et des citoyens et militants qui s'y investissent chaque jour.

D'après nos informations, dûment vérifiées et corroborées par plusieurs médias indépendants, ce 6 août 2024, plusieurs prisonnières politiques ont été violement attaquées et battues par des gardes et des agents de sécurité tandis qu'elles protestaient contre l'exécution, en secret et à l'aube, de Reza Reza (Gholamreza) Rasaei, manifestant du mouvement « femme vie liberté », en l'absence d'information préalable de sa famille et de son avocat et après avoir subi des actes de torture et des aveux forcés.

Cette répression inédite intervenait alors que les femmes s'étaient rassemblées dans la cour de la prison et faisaient pacifiquement usage de leur liberté d'expression, scandant des slogans exigeant l'abolition de la peine de mort et l'arrêt immédiat de toutes les exécutions.

Ce rassemblement intervenait, par ailleurs, dans le prolongement d'une série de mobilisations, tantôt initiées, tantôt suivies, par le quartier des femmes pour exiger l'annulation des condamnations à mort de leur camarade de cellule, Pakhshan Azizi, journaliste iranienne d'origine kurde, et de trois autres iraniennes, Sharifeh Mohammadi, militante des droits des travailleurs, Varisheh Moradi, militante pour les droits des femmes et Nassim Gholami Simiari.

En raison de la violence des coups et des blessures infligées, plusieurs d'entre elles ont perdu connaissance, d'autres ont été mises sous attelle après examen sommaire du médecin pénitentiaire à même la prison et sans bénéficier de soins adéquats. Même pour les cas les plus graves, aucun transfert vers un hôpital en ville n'a été autorisé, privant les intéressées d'une prise en charge médicale d'urgence appropriée.

Retenant conscience, déterminées et résolues, les prisonnières politiques ont aussitôt déclaré leur intention de porter plainte contre leurs bourreaux afin de ne laisser aucune exaction impunie.

Dans un contexte d'accentuation de la répression interne à l'encontre des militants des droits humains et des dissidents politiques, nous nous alarmons de l'accélération, par la République islamique, des exécutions. Celles-ci ont atteint leur paroxysme le 7 août dernier où 29 personnes ont été tuées, dont 26 lors d'une exécution collective à la prison de Gesel Hasar à Karaj.

A l'abri des regards, et tandis que l'attention médiatique se focalise sur les velléités belliqueuses et l'escalade de tensions au Moyen-Orient, la République islamique d'Iran continue la première des guerres qu'il a engagée depuis des décennies : la guerre contre les femmes et les opposants.

Nous, militant.e.s des droits humains exprimons notre entière solidarité à l'endroit de toutes les femmes qui continuent, au péril de leurs vies, de se battre pour l'état de droit, la paix et la démocratie en Iran.

Plus que jamais, le quartier des femmes s'affirme comme le bastion moteur de la résistance et des luttes pour la liberté. Les femmes qui sont injustement et illégalement détenue.s dans les prisons politiques iraniennes forcent notre admiration autant qu'elles appellent à notre nécessaire mobilisation.

Aussi, en solidarité à l'endroit de toutes les femmes, mais aussi de tous les hommes, qui continuent de se battre pour l'état de droit, la paix et la démocratie en Iran, nous exigeons, au nom de nos organisations :

- l'arrêt immédiat de la peine de mort, châtiment inhumain et dégradant en Iran, conformément à notre engagement pour l'abolition universelle de la peine de mort et de toutes les exécutions ;
- la libération de tous les prisonniè.r.es politiques et d'opinion arbitrairement détenus et l'arrêt des poursuites judiciaires en violation des droits de la défense et du droit à un procès équitable;
- la mise en œuvre de toutes mesures, et sans délai, par l'état iranien de nature à garantir l'intégrité physique et psychique des personnes détenues qui se trouvent sous sa garde partout dans le pays, et notamment au sein du quartier des femmes de la prison d'Evin ;
- la mise en œuvre d'une enquête pénale internationale indépendante pour que toute la lumière soit faite sur les violences commises à l'encontre des prisonnières politiques de la prison d'Evin dont la plainte doit nécessairement être reçue par les autorités iraniennes.

ENGLISH TRANSLATION - FINAL

Political prisoners are being brutally repressed in the women's ward of Iran's Evin Prison. As human rights activists, we stand in solidarity with the women of Iran and demand an independent international investigation!

We the undersigned, as human rights activists dedicated to gender equality and the rule of law, are deeply alarmed by the reports now emerging from the women's ward of Iran's Evin Prison.

Around 70 women of all different beliefs, affiliations, and generations are currently being held as political prisoners in Evin, Iran's most notorious prison. These women have been arrested and unjustly detained solely because they have fought for freedom and human rights in Iran. The prisoners being held in the women's ward have now come forward with accounts of brutal violence meted out by their jailers and by Iranian security forces, who stormed the ward on August 6th. We see no reason to doubt their version of events, and we and our organizations stand in unwavering solidarity with these women, alongside the activists and ordinary citizens who tirelessly champion their cause.

According to the information we have received, which has been duly verified and corroborated by several independent media outlets, several political prisoners were violently assaulted and beaten by guards and security agents as they protested the execution of Reza (Gholamreza) Rasaei that morning. Rasaei, a protestor during the "Woman, Life, Freedom" movement, was put to death in secret at dawn on August 6th, without his family or his lawyer being notified. His execution came after he had already been subjected to torture in order to extract forced confessions.

This unprecedented act of repression occurred while the women were peacefully gathered in the prison courtyard, exercising their freedom of expression by chanting slogans demanding the abolition of the death penalty and an immediate halt to executions.

The women's gathering that day followed a series of prior demonstrations by the women of the ward, sometimes at their own initiative and sometimes in support of other efforts to mobilize, to demand the annulment of the death sentences handed down to their fellow inmate Pakhshan Azizi – an Iranian Kurdish journalist – as well as three other women: labor activist Sharifeh Mohammadi, women's rights activist Varisheh Moradi, and Nassim Gholami Simiari.

Due to the severity of the attack and the injuries inflicted, several of these prisoners lost consciousness during the assault, while others were placed in splints after a summary examination by the prison doctor but were denied adequate care. Even in the most severe cases, the authorities prevented any transfer of prisoners to an external hospital, depriving these women of the appropriate medical treatments they urgently needed.

Upon regaining consciousness, these female prisoners – no less determined and resolute – immediately declared their intention to file legal complaints against their jailers, thus seeking to ensure that no abuse would go unpunished.

In a context of intensified internal repression targeting Iranian human rights activists and political dissidents, we are alarmed by the acceleration of executions, which reached their gruesome peak when 29 people were killed on August 7th – including 26 in a collective execution at Gesel Hasar Prison in the city of Karaj.

Out of the public eye, and while media attention focuses on the talk of war and the escalating tensions in the Middle East, the Islamic Republic of Iran continues its main war, one it launched decades ago: the war against its opponents and on Iranian women writ large.

As human rights activists, we express our full solidarity with all the women who put their lives on the line in the fight for peace, democracy, and the rule of law in Iran.

Now more than ever, the women's ward at Evin has asserted itself as the bastion of resistance in Iran's struggle for freedom. The women unjustly and illegally held as political prisoners in Iran command our admiration, and it is incumbent on us to mobilize on their behalf.

As such, and in solidarity with all the women and men who continue to risk their lives to fight for the rule of law and for peace and democracy in Iran, we and our organizations demand:

- An immediate stop to Iran's use of the death penalty, which is an inhuman and degrading punishment, in line with our commitment to the universal abolition of the death penalty;
- The release of all arbitrarily detained political prisoners and prisoners of conscience, and the cessation of judicial proceedings which violate their rights to legal defense and to a fair trial;
- The immediate implementation of measures by the Iranian state to guarantee the physical and psychological safety of detainees under its custody throughout the country, particularly in the women's ward at Evin Prison; and
- The implementation of an independent, international criminal investigation to fully uncover the truth about the acts of violence committed against the political prisoners in Evin Prison; these charges must be duly received by the Iranian authorities.

PERSIAN TRANSLATION - FINAL

زندانیان سیاسی در بند زنان زندان اوین ایران به طرز وحشیانه‌ای سرکوب می‌شوند. ما به عنوان فعالان حقوق بشر ضمن همبستگی با این زنان زندانی و خواستار تحقیقات بین‌المللی مستقل هستیم!

ما امضا کنندگان این بیانیه به عنوان فعالان حقوق بشر و معتقد به برابری جنسیتی و حاکمیت قانون، از گزارش‌های منتشر شده از بند زنان زندان اوین ایران عمیقاً نگرانیم.

در حال حاضر حدود ۷۰ زن زندانی از نسل‌های مختلف و بالورها، گراپیشات گوناگون با اتهامات سیاسی در زندان بدنام اوین، نگهداری می‌شوند. این زنان تنها به دلیل مبارزه برای آزادی و حقوق بشر در ایران بازداشت و به ناحق زندانی شده‌اند. حالا همین زنان در ۱۶ مرداد از پورش خشونت‌آمیز ماموران زندان و نیروهای امنیتی به بند خود خبر داده‌اند. بی‌شک ما و سازمان‌هایمان نیز با قاطعیت در کنار این زنان و همه فعالان و شهروندانی که از حقوق آن‌ها دفاع می‌کنند، ایستاده‌ایم.

بر اساس اطلاعات تاییده شده‌ای که به دست ما رسیده است، این زنان پس از آنکه به اعدام رضا (غلامرضا) رسایی که در صبح همان اجرا شده بود اعتراض کردند، توسط نگهبانان و نیروهای امنیتی به شدت مورد ضرب و شتم قرار گرفتند. رضا رسایی که یکی از معارضان جنبش «زن، زندگی، آزادی» بود، در سپتامبر ۱۶ مرداد به طور مخفیانه و بدون اطلاع به خانواده و یا وکیل او اعدام شد. اعدام وی بر اساس اعترافات تحت فشار از او اخذ شده بود صورت گرفت.

این سرکوب زمانی رخ داد که این زنان تنها به شکلی مسالمت‌آمیز در حیاط زندان تجمع کرده و با شعارهایی خواستار توقف فوری اعدام‌ها و لغو مجازات اعدام بودند.

این تجمع در پی سری اعتراضاتی صورت گرفت که پیش‌تر به ابتکار همین زنان با هدف «نه به اعدام» و همچنین در مخالفت به حکم اعدام صادر شده برای هبتدی آنها پخشان عزیزی، مددکار کرد و سه زن دیگر به نام‌های شریفه محمدی، فعال کارگری، و ریشه مرادی، فعل حقوق زنان و نسیم غلامی سیمیاری بود.

با وجود شدت حمله و جراحات وارد شده که به از هوش رفتن برخی از این زندانیان منجر شد، در فرآیند درمان آنها تنها به معاینه مختصراً پزشک زندان بسنده شد و مقامات زندان از انتقال افرادی که جراحات و خیم داشتند به بیمارستان خارج از زندان جلوگیری کرده و آنها را از دسترسی به امکانات درمانی محروم کردند. اما حتی این جراحات نیز چیزی از عزم و قاطعیت این زنان نکاست و آنها با اعلام قصد خود برای شکایت قانونی علیه زندانیان این اقدام آنها را بی‌پاسخ نگذاشتند.

در حالی سرکوب داخلی فعالان حقوق بشر و مخالفان سیاسی ایرانی شدت گرفته است، ما به شدت از سرعت بی‌سابقه اعدام‌ها در ایران بیمناکیم. تنها در ۱۷ مرداد ۲۹ نفر اعدام شدند، که این حکم برای ۲۶ نفر از آنها در زندان قزل حصار کرج به صورت جمعی اجرا شد.

درست در وضعیتی که توجه افکار عمومی و رسانه‌ها عمدتاً به جنگ و تشدید تنش‌ها در خاورمیانه معطوف شده، جمهوری اسلامی به جنگ اصلی خود ادامه می‌دهد. جنگی که از دهه‌ها پیش آغاز کرده است: جنگی علیه زنان و دگراندیشان.

ما به عنوان فعالان حقوق بشر، همبستگی کامل خود را با تمام زنانی که جان خود را در راه مبارزه برای صلح، دموکراسی و حاکمیت قانون در ایران به خطر می‌اندازند، اعلام می‌داریم.

اکنون بیش از هر زمان دیگری، بند زنان اوین به دزی مقاوم در مسیر مبارزه برای آزادی تبدیل شده است. مقاومت این زنان به ناحق زندانی، همزمان که تحسین برانگیز است، وظیفه‌مان را در بسیج حمایت از آنها دوچندان می‌کند.

لذا و در همبستگی با تمام زنانی و مردانی که همچنان جان خود را برای مبارزه برای حاکمیت قانون و صلح و دموکراسی در ایران به خطر می‌اندازند، ما و سازمان‌هایمان یک صدا می‌شویم برای:

توقف فوری مجازات اعدام در ایران، در راستای تعهد ما به لغو جهانی مجازات اعدام به عنوان مجازات غیرانسانی و تحقیرآمیز.

آزادی همه زندانیان سیاسی که به صورت خودسرانه بازداشت شده‌اند و توقف دادرسی‌هایی که در آنها حق دفاع قانونی و محکمه عادلانه نقض شده است.

اجرای فوری اقداماتی از سوی دولت ایران برای تضمین اینمی جسمی و روانی زندانیان تحت بازداشت در سراسر کشور به ویژه در بند زنان زندان اوین.

انجام تحقیقات مستقل بین‌المللی برای کشف حقیقت پیرامون اعمال خشونت علیه زندانیان سیاسی در زندان اوین و پاسخگو کردن مقامات ایرانی در برابر این اتهامات.

ITALIAN TRANSLATION

L'appello del mondo dei diritti umani per Narges Mohammadi, la Nobel per la pace prigioniera in Iran

Le prigionieri politiche iraniane stanno subendo una repressione brutale nella sezione femminile del carcere di Evin. Come attiviste e attivisti per i diritti umani, siamo solidali con le donne iraniane e chiediamo un'indagine internazionale indipendente.

In quanto attiviste e attivate per i diritti umani che hanno a cuore l'uguaglianza di genere e lo stato di diritto, nutriamo profondo allarme per le notizie che stanno arrivando dalla sezione femminile del carcere di Evin.

Settanta donne di idee, affiliazioni e generazioni diverse sono attualmente prigioniere politiche nella più famigerata delle carceri iraniane. Vi si trovano ingiustamente, solo per aver lottato per la libertà e per i diritti umani in Iran.

Da lì, ci hanno raccontato che il 6 agosto che le forze di sicurezza e le guardie penitenziarie hanno fatto irruzione nella loro sezione con una violenza brutale. Non abbiamo motivi per dubitare del loro racconto e per questo noi e le nostre organizzazioni siamo costantemente solidali verso queste donne, insieme alle attiviste, agli attivisti e alle persone comuni che accompagnano senza sosta la loro causa.

Secondo le informazioni ricevute, doverosamente verificate e confermate da diversi organi di stampa indipendenti, numerose prigioniere politiche sono state aggredite e picchiata dalle guardie penitenziarie e dagli agenti di sicurezza perché protestavano per l'impiccagione di Reza (Gholamreza) Rasaei, avvenuta quella mattina.

Rasaei, che aveva preso parte alle proteste del movimento "Donna Vita Libertà", era stato messo a morte in segreto, all'alba del 6 agosto, senza che la famiglia o l'avvocato fossero stati informati. La sua esecuzione era stata preceduta dalle torture che aveva subito per estorcergli una confessione forzata.

Questa azione repressiva senza precedenti è scattata mentre le donne erano riunite in modo pacifico nel cortile del carcere ed esercitavano il loro diritto alla libertà d'espressione cantando slogan per l'abolizione della pena di morte e la sospensione immediata delle esecuzioni.

Le prigioniere avevano già manifestato in modo analogo, a volte di loro iniziativa e a volte per contribuire ad altre mobilitazioni, per chiedere l'annullamento delle condanne a morte della loro compagna di prigione Pakhshan Azizi - una giornalista iraniana di origini curde – e di altre tre donne: l'attivista per i diritti del lavoro Sharifeh Mohammadi, l'attivista per i diritti delle donne Varisheh Moradi e Nassim Gholam Simiari.

A causa della gravità dell'aggressione e delle ferite inflitte, numerose prigioniere hanno perso conoscenza e altre sono state steccate dopo un esame sommario da parte del medico

del carcere, senza ricevere cure mediche adeguate. Anche nei casi più gravi, le autorità hanno impedito il trasferimento delle prigioniere negli ospedali fuori dal carcere, privandole delle cure mediche di cui avevano urgentemente bisogno.

Appena ripresa conoscenza, con la consueta determinazione e risolutezza, le prigioniere hanno immediatamente dichiarato l'intenzione di presentare denuncia contro i loro aggressori, per cercare di far sì che nessuna violenza rimanesse impunita.

Nel contesto dell'aumento della repressione interna contro attiviste e attivisti per i diritti umani e contro dissidenti politiche e politici, esprimiamo allarme per l'aumento delle esecuzioni che hanno raggiunto un drammatico picco il 7 agosto, con 29 esecuzioni in una sola giornata, 26 delle quali collettivamente nella prigione Gesel Hasar della città di Karaj. Lontano dagli sguardi dell'opinione pubblica e mentre l'attenzione della stampa si concentra sulla narrazione bellica e sulle crescenti tensioni in Medio Oriente, la Repubblica islamica iraniana continua la sua guerra principale, lanciata decenni fa: quella in grande stile contro chi le si oppone e contro le donne iraniane.

In quanto attiviste e attivisti per i diritti umani, esprimiamo piena solidarietà nei confronti delle donne che mettono a rischio la loro vita nella lotta per la pace, la democrazia e lo stato di diritto in Iran.

Ora più che mai le prigioniere del carcere di Evin si ergono come bastione della resistenza nella lotta per la libertà. Queste donne, ingiustamente e illegalmente detenute come prigioniere politiche, meritano la nostra ammirazione ed è davvero urgente mobilitarci per loro.

Pertanto, in solidarietà con tutte le donne e gli uomini che continuano a rischiare la loro vita per lottare in favore dello stato di diritto, della pace e della democrazia in Iran, noi e le nostre organizzazioni chiediamo:

- l'immediata cessazione dell'uso della pena di morte, che è una punizione inumana e degradante, coerentemente col nostro impegno per l'abolizione universale della pena capitale;
- la scarcerazione di tutte le prigioniere e di tutti i prigionieri, arbitrariamente in carcere per motivi politici e di coscienza e la fine dei procedimenti giudiziari che violano i diritti alla difesa e a un processo equo;
- l'immediata attuazione, da parte dello stato iraniano, di misure che garantiscano l'incolumità fisica e psicologica delle persone detenute in tutto il paese, soprattutto nella sezione femminile del carcere di Evin;
- l'avvio di un'indagine indipendente internazionale per scoprire tutta la verità sugli atti di violenza commessi contro le prigioniere politiche del carcere di Evin, le cui incriminazioni dovranno essere doverosamente ricevute dalle autorità iraniane.

TRADUCCIÓN AL ESPAÑOL - FINAL

Los prisioneros políticos están siendo brutalmente reprimidos en la sección de mujeres de la prisión de Evin en Irán. Como activistas de derechos humanos, nos solidarizamos con las mujeres de Irán y exigimos una investigación internacional independiente.

Nosotros, los abajo firmantes, como activistas de derechos humanos dedicados a la igualdad de género y al estado de derecho, estamos profundamente alarmados por los informes que emergen de la sección de mujeres de la prisión de Evin en Irán.

Alrededor de 70 mujeres de diferentes creencias, afiliaciones y generaciones están actualmente detenidas como prisioneras políticas en Evin, la prisión más notoria de Irán. Estas mujeres han sido arrestadas y detenidas injustamente únicamente por luchar por la libertad y los derechos humanos en Irán. Las prisioneras detenidas en la sección de mujeres han salido a la luz con relatos de violencia brutal infligida por sus carceleros y por las fuerzas de seguridad iraníes, quienes asaltaron la sección el 6 de agosto. No vemos razón para dudar de su versión de los hechos, y nosotros y nuestras organizaciones nos mantenemos en una solidaridad inquebrantable con estas mujeres, junto con los activistas y ciudadanos comunes que incansablemente defienden su causa.

Según la información que hemos recibido, la cual ha sido debidamente verificada y corroborada por varios medios independientes, varias prisioneras políticas fueron violentamente agredidas y golpeadas por guardias y agentes de seguridad mientras protestaban por la ejecución de Reza (Gholamreza) Rasaei esa mañana. Rasaei, un manifestante durante el movimiento "Mujer, Vida, Libertad", fue ejecutado en secreto al amanecer del 6 de agosto, sin que su familia ni su abogado fueran notificados. Su ejecución se produjo después de haber sido sometido a tortura para extraer confesiones forzadas.

Este acto sin precedentes de represión ocurrió mientras las mujeres se reunían pacíficamente en el patio de la prisión, ejerciendo su libertad de expresión al corear consignas que exigían la abolición de la pena de muerte y la suspensión inmediata de las ejecuciones.

La reunión de las mujeres ese día siguió a una serie de manifestaciones anteriores por parte de las mujeres de la sección, a veces por iniciativa propia y a veces en apoyo a otros esfuerzos de movilización, para exigir la anulación de las sentencias de muerte impuestas a su compañera de prisión Pakhshan Azizi – una periodista kurda iraní – así como a otras tres mujeres: la activista laboral Sharifeh Mohammadi, la activista por los derechos de las mujeres Varisheh Moradi y Nassim Gholami Simiari.

Debido a la gravedad del ataque y a las lesiones infligidas, varias de estas prisioneras perdieron el conocimiento durante la agresión, mientras que otras fueron colocadas en férulas tras un examen sumario por parte del médico de la prisión, pero se les negó la atención adecuada. Incluso en los casos más graves, las autoridades impidieron cualquier traslado de prisioneras a un hospital externo, privando a estas mujeres de los tratamientos médicos adecuados que urgentemente necesitaban.

Al recuperar el conocimiento, estas prisioneras – no menos determinadas y resueltas – declararon de inmediato su intención de presentar denuncias legales contra sus carceleros, buscando así garantizar que ningún abuso quede impune.

En un contexto de intensificación de la represión interna dirigida a activistas de derechos humanos y disidentes políticos iraníes, nos alarmamos por la aceleración de las ejecuciones, que alcanzaron su macabro pico cuando 29 personas fueron ejecutadas el 7 de agosto –incluyendo a 26 en una ejecución colectiva en la prisión de Gesel Hasar en la ciudad de Karaj.

Lejos de la atención pública, y mientras los medios se centran en el discurso de guerra y las crecientes tensiones en el Medio Oriente, la República Islámica de Irán continúa su guerra

principal, una que inició hace décadas: la guerra contra sus opositores y contra las mujeres iraníes en general.

Como activistas de derechos humanos, expresamos nuestra total solidaridad con todas las mujeres que arriesgan sus vidas en la lucha por la paz, la democracia y el estado de derecho en Irán.

Ahora más que nunca, la sección de mujeres en Evin se ha afirmado como el bastión de la resistencia en la lucha por la libertad en Irán. Las mujeres injustamente e ilegalmente detenidas como prisioneras políticas en Irán merecen nuestra admiración, y nos corresponde movilizarnos en su nombre.

Por lo tanto, y en solidaridad con todas las mujeres y hombres que continúan arriesgando sus vidas para luchar por el estado de derecho y por la paz y la democracia en Irán, nosotros y nuestras organizaciones exigimos:

- La suspensión inmediata del uso de la pena de muerte en Irán, que es un castigo inhumano y degradante, en línea con nuestro compromiso con la abolición universal de la pena de muerte;
- La liberación de todos los prisioneros políticos y de conciencia detenidos arbitrariamente, y la cesación de los procedimientos judiciales que violan sus derechos a la defensa legal y a un juicio justo;
- La implementación inmediata de medidas por parte del estado iraní para garantizar la seguridad física y psicológica de los detenidos bajo su custodia en todo el país, particularmente en la sección de mujeres de la prisión de Evin; y
- La implementación de una investigación penal internacional independiente para descubrir la verdad sobre los actos de violencia cometidos contra los prisioneros políticos en la prisión de Evin; estas denuncias deben ser debidamente recibidas por las autoridades iraníes.